

27 AVR. 1988

Archives

## PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DU DOUBS

Direction des Affaires Décentralisées,  
de l'Urbanisme et de l'Environnement  
4ème Bureau  
SB/IM

INSTALLATIONS CLASSEES

Prescriptions techniques complémentaires

ARRETE 88/DADUE/4B/N° 1486

Le PREFET  
de la REGION de FRANCHE-COMTE,  
PREFET du DOUBS,  
CHEVALIER de la LEGION d'HONNEUR,

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et particulièrement l'article 11 ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et particulièrement les articles 18 et 20 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 juin 1974 autorisant la Société ALPHACOUSTIC à exploiter une usine de panneaux en fibres végétales ou minérales sur le territoire de la commune de PONTARLIER ;

VU l'arrêté préfectoral n° 5592 du 18 août 1981 autorisant la Société ALPHACOUSTIC à exploiter une usine de fabrication de laine de roche et de panneaux isolants sur le territoire de la commune de PONTARLIER ;

VU l'arrêté préfectoral n° 862 du 1er mars 1983 imposant des prescriptions complémentaires à la Société ALPHACOUSTIC ;

VU la demande du 20 mai 1987 complétée en dernier lieu le 13 janvier 1988 de la Société ARMSTRONG W.I. ALPHACOUSTIC S.A. pour exploiter un nouveau procédé de fabrication des panneaux par adjonction de perlite expansée, et d'augmentation de capacité de fabrication des panneaux ;

VU l'avis et les propositions de M. le Directeur régional de l'industrie et de la recherche de Franche-Comté, Inspecteur des installations classées en date du 1er février 1988 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène dans sa séance du 2 mars 1988 ;

Le pétitionnaire entendu ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

.../...

## A R R E T E

Article 1 : La Société ARMSTRONG WORLD INDUSTRIES - ALPHACOUSTIC S.A. est autorisée sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de laine de roche et de panneaux isolants, en y intégrant une unité de fabrication de perlite expansée d'une capacité de 27 000 tonnes/an, la production de panneaux étant de 15 000 000 m<sup>2</sup>/an.

Article 2 : Les conditions particulières de l'exploitation sont définies ci-dessous, les conditions générales sont définies par les arrêtés préfectoraux susvisés des 1er mars 1983, 18 août 1981 et 4 juin 1974 et l'arrêté type de la rubrique n° 89 bis 2° annexé au présent arrêté, tant que leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent arrêté.

Article 3 : Conditions particulières d'exploitation concernant les rejets gazeux

### 3.1. - Rejets d'hydrogène sulfuré

Concentration maximale des effluents : 15 mg/Nm<sup>3</sup> soit un flux de 150 g/heure au débouché de l'installation d'expansion de la perlite.

De plus, la quantité maximale d'hydrogène sulfuré rejetée par l'ensemble des installations de l'usine, cubilots compris, restera inférieure à 300 g/h ainsi qu'il résulte de l'application de l'article 1 de l'arrêté du 1er mars 1983 susvisé.

### 3.2. - Rejets de poussières

Les rejets gazeux issus de l'installation d'expansion de la perlite auront une concentration maximale de 15 mg/Nm<sup>3</sup>. Le flux sera inférieur à 150 g/h.

En cas de rejet accidentel, la teneur maximale autorisée pourrait être portée à 50 mg/Nm<sup>3</sup> sur une durée inférieure à 6 heures.

Article 4 : Mesures et contrôles

Des dispositifs obturables, commodément accessibles, de forme et de position conformes à la norme NFX 44052 doivent être mis en place sur chaque conduit d'effluent gazeux pour permettre l'exécution de prélèvements.

Des contrôles pondéraux annuels d'émission de poussières seront effectués par un organisme agréé par l'Inspecteur des installations classées qui pourra demander éventuellement, en cas de besoin, d'autres mesures.

Les frais de mesure et de contrôle seront à la charge de l'exploitant.

.../...

Article 5 : Annulation et déchéance

La présente autorisation cessera de porter effet si l'atelier d'expansion de la perlite n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté ou si son exploitation venait à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 6 : Permis de construire

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

Article 7 : Transfert des installations, changement d'exploitant

Tout transfert des installations visées à l'article 1 du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et, le cas échéant, d'une nouvelle autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

Article 8 : Délai et voie de recours

"La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

Article 9 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation, est affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le Département.

Article 10 : Exécution et ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs, le Député Maire de PONTARLIER, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Région de Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également faite aux :

- Directeur départemental de l'équipement
- Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
- Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Besançon, le 12 AVR. 1988

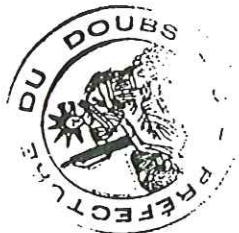
Pour ampliation  
Pour le Secrétaire Général,  
Le Chef de Bureau délégué,



A. ZIMMERMANN

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

J.M. MEHNERT







## INSTALLATIONS SOUMISES A DÉCLARATION

(Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.)

Extrait de l'arrêté préfectoral du 16 OCT. 1987

**N° 89 bis. - Broyage, concassage, criblage et opérations analogues** (mentionnées à la rubrique 89) de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels

2° La capacité annuelle de traitement de l'installation étant supérieure à 5 000 tonnes mais inférieure ou égale à 150 000 tonnes.

### Prescriptions générales

1° L'atelier sera situé et installé conformément au plan joint à la déclaration.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au commissaire de la République ;

2° Tout traitement de produits renfermant des poussières irritantes ou inflammables est interdit ;

3° Les appareils utilisés pour les divers traitements seront clos ; toutes opérations et toutes manipulations seront effectuées de façon que le voisinage ne soit pas incommodé par la dispersion des poussières ;

4° L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables notamment en ce qui concerne les normes d'émission sonore en limite de propriété aux différentes périodes de la journée, la méthodologie d'évaluation des effets sur l'environnement des bruits émis par une ou plusieurs sources appartenant à ces installations et les points de contrôle qui permettront la vérification de la conformité de l'installation.

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront répondre aux règlements en vigueur, en particulier aux exigences du décret n° 69-380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

5° L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O. - N.C. du 30 avril 1980) ;

6° Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites ;

7° Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets industriels seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées ;

8° Les eaux résiduaires seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction du ministre du commerce en date du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

9° Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du ministre du commerce en date du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.